

● (1750)

L'été dernier, je me suis rendu à Formose. Ce fut une expérience très intéressante. La superficie de ce pays est inférieure à celle de ma circonscription, mais sa population dépasse 65 millions d'habitants. Je me suis dit qu'une population aussi importante devait avoir énormément besoin de beaucoup des denrées que nous produisons. Mais j'ai appris de la bouche de responsables formosans du commerce qu'aucun délégué commercial canadien n'avait mis les pieds à Formose depuis dix ans. Ce qui m'a surpris aussi, c'est qu'au moment même où j'étais à Formose, les Américains venaient de mettre en place une délégation commerciale très active qui faisait la promotion des produits agricoles américains et donnait ainsi la chance aux agriculteurs américains de trouver des débouchés. Les Australiens étaient là aussi. Ils étaient entrain de mettre sur pied une délégation commerciale.

Mais où étaient les Canadiens? Ils étaient absents. Voilà un pays qui compte 65 millions d'habitants, un pays qui pourrait constituer un débouché important pour nos produits, et pourtant nous sommes absents. Monsieur l'Orateur, le bill reflète l'importance de tels faits. Il dit combien il est important que nous soyons présents pour promouvoir la vente de nos produits céréaliers pour venir en aide à nos agriculteurs. Nous n'avons pas fait jusqu'à présent tout ce que nous aurions pu faire, et j'espère bien que le bill va encourager ce genre de démarche. Cela contribuera au bout du compte à aider l'agriculture canadienne.

Je ne suis pas convaincu que les problèmes agricoles aient été suffisamment pris en considération. Avant les deux dernières élections générales, les candidats ont promis que l'on réglerait ce problème. Le cabinet a donné son approbation en février, si je ne m'abuse. Cela fait presque un an. Les choses ne se font pas rapidement.

J'aimerais faire part de quelques préoccupations au sujet de bill, mais je vois que nous allons bientôt ajourner et je vais donc passer très rapidement. Je m'inquiète entre autres choses que le gouvernement intervienne sans cesse davantage dans l'agriculture. Mon collègue de Lethbridge-Foothills (M. Thacker) a soulevé cette question et a fait valoir certaines de ses préoccupations à cet égard. Je partage d'ailleurs ses inquiétudes à cet égard.

Par exemple, je me demande pourquoi on fait de Canagrex une société de la Couronne. Depuis que je suis député, j'ai constaté que les députés n'étaient pas à même d'examiner la conduite d'une société de la Couronne comme ils le font pour les ministères. Dès qu'une société de la Couronne est en cause, on ne peut poser les mêmes questions ni obtenir les mêmes renseignements.

Une autre chose qui me préoccupe c'est que les règlements auxquels sont assujettis nos agriculteurs deviennent de plus en plus irrationnels. Il faut bien constater que les règlements imposés à nos agriculteurs et aux autres secteurs de l'économie, sont rarement révoqués ou remplacés quand ils deviennent désuets. On se contente d'en ajouter sans cesse davantage jusqu'au moment où ils deviennent si nombreux que l'intervention massive des bureaucrates constitue une intrusion dans les méthodes d'exploitation ou de gestion des agriculteurs.

Naturellement, quelques règlements rendent service aux agriculteurs en leur assurant par exemple un pouvoir de négocier, une certaine sécurité de revenu et le reste. Mais une chose

### *Société Canagrex—Loi*

qu'il ne faut pas oublier, c'est que le bien-être des agriculteurs doit être le premier objectif de toute mesure législative. Autrement dit, toutes nos lois agricoles devraient être conçues en vue d'aider les agriculteurs au lieu de faciliter la tâche du gouvernement et des bureaucrates qui sont chargés de les appliquer. Trop souvent, nous avons été témoins d'une telle situation, la bureaucratie étant devenue si lourde au point de fonctionner pour elle-même en rationalisant ses propres systèmes aux dépens de ceux-là mêmes qu'elle est censée aider.

Naturellement, j'ai bon espoir que la société Canagrex sera utile aux agriculteurs et je crois que c'est une chose que nous voudrions tous nous assurer au moment où nous pourrions étudier la mesure en détail à l'étape du comité.

Mon collègue de Lethbridge-Foothills a également touché un point très important: l'exportation de nos denrées agricoles. La première question qui préoccupe les agriculteurs de l'Ouest, avant même de parler d'exportation, c'est d'assurer le transport de leurs produits depuis les champs jusqu'à la côte. Le réseau de transport des céréales de l'ouest du Canada laisse à désirer depuis longtemps. On a parlé récemment de mettre de côté trois milliards de dollars pour le réseau de transport de l'Ouest, mais nous n'avons rien vu de concret jusqu'ici. On n'a pas encore commencé à se servir de cet argent pour améliorer le réseau de transport céréalier de l'Ouest.

La situation dans ma circonscription illustre bien certains des problèmes que pose le transport des céréales. Ma circonscription comprend trois localités dont les habitants agriculteurs doivent parcourir 120 kilomètres pour transporter leur blé ou leur orge aux élévateurs. Bien entendu, ils transportent leurs céréales à leurs frais. Cela leur coûte cher non seulement à cause du prix de l'essence, de la dévaluation de leurs camions, de leurs frais d'entretien et ainsi de suite, mais aussi à cause du temps qu'ils perdent. Il arrive souvent que les agriculteurs doivent expédier leurs céréales à un moment où ils sont très pris dans leur ferme. Ils doivent donc parcourir 120 kilomètres et laisser leur exploitation en plan. La distance moyenne entre les fermes et les points d'expédition au Canada n'est que de 20 kilomètres. On peut donc se rendre compte du problème que pose le transport pour ces gens qui doivent acheminer leurs céréales vers les ports avant qu'un organisme comme Canagrex puisse même songer à les exporter.

Bon nombre d'études ont été faites de ce problème. Le rapport de la Commission Hall mentionnait notamment la possibilité de se servir d'élévateurs hors ligne pour aider les agriculteurs. A cela non plus, on n'a pas donné suite. Il y a des agriculteurs qui sont aux prises avec ce problème de transport depuis bien des années. Le problème existe encore et tout indique qu'il continuera d'exister pendant longtemps. Entre-temps, le gouvernement économise des millions de dollars en ne dépensant pas d'argent pour établir des infrastructures dans ces régions. Les sociétés ferroviaires économisent beaucoup d'argent parce qu'elles ne sont pas obligées de faire de mises de fonds et les sociétés d'élévateurs réalisent aussi des économies parce que les agriculteurs doivent payer eux-mêmes tous les frais du transport jusqu'aux points d'expédition. Les seuls qui paient sont les agriculteurs, ceux-là même qui n'ont pas les moyens d'assumer tous ces frais à notre époque.

Ces coûts sont en train de devenir extrêmement importants, monsieur l'Orateur. J'ai reçu récemment une lettre d'un de mes électeurs qui décrit très bien le problème. Il indique ce que